

PEROU : FICHE PAYS – DECEMBRE 2025



Catégorie OCDE (2025) : 3/7

Notes agences (SP / Moody's / Fitch) : BBB-/Baa1/BBB

Monnaie locale : Sol péruvien (PEN) / Régime de change : flottant

FORCES

- Ressources minières abondantes
- Faible endettement public et externe
- Réserves en devises confortables
- Système bancaire sain

FAIBLESSES

- Situation politique encore fragile
- Dépendance aux prix des matières premières (métaux en particulier)
- Infrastructures défaillantes
- Travail informel important

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : la croissance est prévue proche de 3 % en 2025 et 2026, tirée par le dynamisme de la demande interne. La consommation des ménages bénéficierait d'une inflation faible, ainsi que des retraits auprès des fonds de pension de retraite privés. L'investissement pourrait bénéficier de l'assouplissement monétaire passé, ainsi que des nombreux projets miniers, mais resterait soumis aux aléas du contexte politique et social (élections prévues en 2026). Sur le front externe, l'activité minière bénéficierait des prix encore soutenus des métaux (cuivre et or en particulier), tandis que le secteur agricole et de la pêche pourraient être affectés par le phénomène climatique du El Niño, pouvant se manifester à partir d'avril 2026 selon les prévisions locales.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : le déficit public est prévu en diminution à -2,4% du PIB en 2025 (après -3,5% du PIB en 2024), soit un peu au-dessus de l'objectif fixé à -2,2% du PIB. En 2026, le déficit continuerait de diminuer (prévu autour de -2,2% du PIB) mais un éventuel besoin de soutien financier à l'entreprise pétrolière Petroperu (0,6% du PIB en 2024) pourrait affecter la trajectoire prévue. La dette publique atteint 31% du PIB au T3 2025 (32,2% du PIB en 2024), favorisée par la hausse du PIB nominal sur la période. Sa structure demeure favorable (près de 85% de la dette est à taux fixe et sa maturité moyenne est supérieure à 12 ans). Sa part externe pourrait cependant progresser (près de 45% du total au T3) en lien avec la diminution des options de financement sur le marché domestique (retraits à répétition auprès des fonds de pension en particulier).
- **Vulnérabilité extérieure** : Le solde courant resterait excédentaire, prévu à +1,8% du PIB en 2025 (après +2,2% du PIB en 2024), soutenu par le surplus de la balance commerciale. Celle-ci bénéficie de la hausse de la demande et des prix soutenus des métaux, malgré les droits de douane américains en vigueur (2^{ème} client à l'export du pays). Un nouveau surplus courant est par ailleurs prévu en 2026. La dette externe reste modérée (autour de 43,5% du PIB en 2025) et n'est pas source de risques. Le sol péruvien a eu tendance à s'apprécier (+11% depuis le début de l'année), favorisé par l'excédent courant, l'affaiblissement du dollar à l'échelle mondiale, et malgré les faibles écarts de taux d'intérêt avec les taux de la FED.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire péruvien demeure solide et bien capitalisé. Le taux de prêts non performants a eu par ailleurs tendance à diminuer, pour atteindre 4% du portefeuille des prêts en 2024.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : La situation politique au Pérou est marquée par l'absence de consensus entre l'exécutif et le parlement qui se traduit par la démission ou la destitution régulière des présidents. Des élections présidentielles et législatives sont prévues en avril 2026 et marqueront le retour d'un système bicaméral, avec l'instauration du Sénat (qui avait été supprimée en 1993), censé apporter une plus grande stabilité à la vie politique péruvienne.
- **Climat des affaires** : L'environnement des affaires bénéficie d'un cadre macroéconomique plutôt stable, l'insuffisance d'infrastructures, les troubles sociaux fréquents peuvent en revanche nuire au bon déroulement des affaires.

Environnement et politique climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Pérou prévoit de réduire de 30% ses émissions de GES à l'horizon 2030. Le pays compte augmenter la part du renouvelable à 80% dans son mix électrique à l'horizon 2050 (57 % en 2023).

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Minerais de cuivre	38,2%	Combustibles, pétrole	14,9%	Chine	32,6%	Chine	27,6%
Or	15,0%	Machines, appareils mécan.	12,8%	Etats-Unis d'Amérique	13,9%	Etats-Unis d'Amérique	20,0%
Fruits comestibles	8,6%	Machines, matériels élect.	8,6%	Canada	5,0%	Brésil	6,5%
Combustibles minéraux	6,7%	Voitures automobiles	8,4%	Japon	4,5%	Argentine	4,9%
Cuivre affiné et alliages	5,4%	Matières plastiques	5,1%	France (25ème)	0,5%	France (24ème)	0,7%

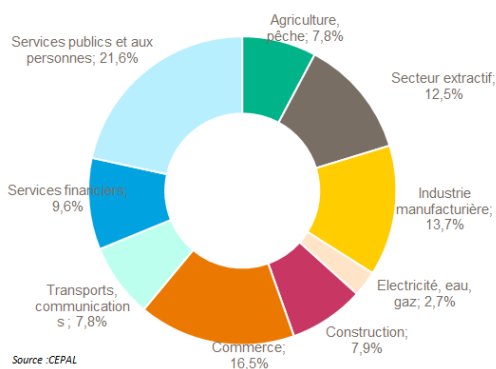
Source: Cnuced

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

PEROU	2021	2022	2023	2024	2025(p)	2026(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	230	248	272	295	318	327
Rang PIB mondial	52	52	50	51	52	50
Population (Mns)	33,0	33,4	33,7	34,1	34,4	34,8
Rang Population mondiale	44	43	43	44	44	43
PIB / habitant (USD)	6 957	7 432	8 057	8 650	9 256	9 398
Croissance PIB (%)	13,4	2,8	-0,4	3,3	2,9	2,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,0	7,9	6,3	2,4	1,7	1,9
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	8,9	9,9	8,2	7,4	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	35,5	33,5	32,4	32,2	32,1	32,0
Solde public (% PIB)	-2,5	-1,4	-2,8	-3,5	-2,4	-2,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	6,6	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-2,2%	-4,0%	0,3%	2,2%	1,8%	1,2%
IDE (% du PIB)	2,3%	4,7%	1,1%	1,9%	0,3%	0,2%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	17,2	13,7	15,2	15,5	16,4	16,8
Dette extérieure totale (% PIB) ^D	53,0%	49,4%	46,1%	43,6%	43,5%	41,2%
Dette extérieure CT (% PIB)	4,5%	4,2%	4,7%	NA	NA	NA
Taux de change***	4,0	3,8	3,7	3,7	NA	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	15,0	14,5	16,3	17,2	NA	NA
Taux de NPL	3,9	4,1	4,5	4,0	NA	NA
ROE	12,1	16,5	13,0	14,5	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	130	136	139	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	100	98	100	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	90	84	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions, sources : FMI (WEO, avril 2024), *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, D: Fitch (déc. 2025)

Pérou : Ventilation sectoriel du PIB (2023)





1. SITUATION ECONOMIQUE

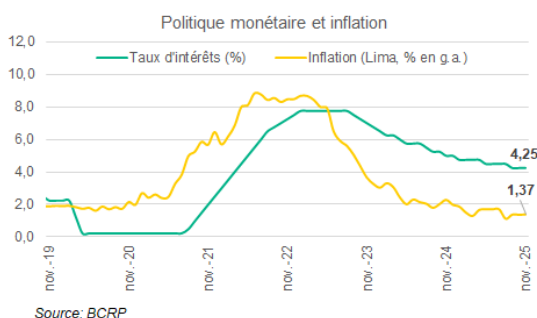
- **La croissance resterait dynamique**

En 2025, la croissance est prévue entre **+2,9% et +3,2%**¹ (après +3,3% en 2024) tirée par le dynamisme de la consommation et de l'investissement. La demande interne a en effet progressé de +5,7 % en g.a. sur les 9 premiers mois de l'année (contre +3,4% sur la même période l'an passé).

En 2026, la croissance est attendue sur un rythme similaire, entre **+2,7% et 3,1%**². La consommation des ménages bénéficierait d'une inflation prévue faible et de retraits auprès de fonds de pension de retraite privés (AFP)³. L'investissement pourrait bénéficier de l'assouplissement monétaire de ces dernières années (Cf. ci-dessous) mais resterait en partie dépendant de l'évolution du contexte politique et social (élections prévues en avril 2026). Plusieurs investissements dans le secteur minier en partenariat public-privé ont été annoncés⁴. A noter par ailleurs que la confiance des entreprises (perspectives d'affaires, ventes, production) reste au-dessus de sa moyenne historique⁵.

Sur le front externe, l'**activité minière bénéficierait des prix encore soutenus des métaux** (cuivre et or en particulier) mais les secteurs agricole et de la pêche pourraient être affectés par le phénomène climatique El Niño, pouvant se manifester à partir d'avril 2026 selon les prévisions locales.

- **Pause dans l'assouplissement monétaire**



La Banque centrale du Pérou (BCRP) a maintenu son **taux directeur à 4,25 % en décembre**, stable depuis la baisse de 25 pdb en septembre. **L'inflation demeure relativement faible à 1,37% en g.a. en novembre 2025** (2,27% il y a un an) **et à l'intérieur de la cible de la banque centrale de 2% (+/- 1%)**. La faiblesse du prix du pétrole, ainsi que l'appréciation du sol péruvien face au dollar contribuent à la dynamique baissière de l'inflation.

Les perspectives de taux à plus long terme seront tributaires des données économiques. La banque centrale ne semble pas pressée d'appliquer la dernière

baisse de 25 points de base à 4 %, son estimation du taux nominal neutre.

- **Dépendance au secteur primaire et infrastructures peu développées**

Le Pérou est parmi les **premiers producteurs de métaux dans le monde** : 2^{ème} producteur de cuivre (après le Chili) et 3^{ème} d'argent (après le Mexique et la Chine), mais aussi parmi les plus importants pour le zinc, l'étain et le plomb. Le secteur extractif représente plus de la moitié des exportations du pays. L'industrie agroalimentaire et la pêche (1^{er} producteur mondial de farine de poisson) constituent, avec le secteur extractif, l'essentiel des exportations du pays.

Les lacunes en matière d'infrastructures constituent un goulot d'étranglement pour la croissance et nuisent au développement d'autres activités. Les infrastructures de base (voies de communication, électricité, eau, santé et éducation) font encore défaut dans beaucoup de régions côtières, montagneuses ou amazoniennes, pénalisant notamment la scolarisation des élèves. Le taux de pauvreté demeure par ailleurs élevé, bien qu'en diminution (Cf. Partie 4).

- **Un secteur bancaire solide**

Les banques demeurent rentables avec des liquidités et des réserves de capital importantes. La capitalisation du secteur bancaire tend en effet à se renforcer à la suite de la mise en application du décret législatif de janvier 2023, qui prévoit une adéquation des ratios des banques aux standards de Bâle 3. Le ratio fonds propres sur actifs pondérés des risques atteint ainsi 17,2% en 2024 (après 14,5% en décembre 2022). La rentabilité du secteur est également en hausse avec un ROE à 14,5% et le taux des prêts non performants (NPL) est en diminution à 4,0% (après 4,5% en 2023).

La dollarisation du secteur financier se réduit progressivement grâce aux mesures prises par la Banque Centrale. En 2024, le taux de dollarisation du crédit atteint environ 24% (contre 48% en 2013).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Vers une réduction déficit en 2025**

En 2024, le déficit public a progressé à -3,5% du PIB (contre un objectif budgétaire fixé à -2,8% du PIB), tiré par la diminution des recettes fiscales et la mise en place d'une politique budgétaire moins restrictive.

En 2025, le déficit devrait se réduire, autour de -2,4% du PIB. Les recettes fiscales ont en effet progressé de 14,1% sur les 10 premiers mois de 2025 par rapport à la même période l'an passé (contre +7,3% pour les dépenses courantes sur cette même période), grâce à la

¹ +3,2% : Fitch Ratings (déc. 2025) et Banco central de Peru (sept. 2025), +2,9% : Weo FMI (oct. 2025) et +3,1% : OCDE (nov. 2025)

² FMI (WEO, oct. 2025) : +2,7%, Fitch Ratings (déc. 2025) : +2,8%, consensus de marché local : entre 3% et 3,1% (déc. 2025).

³ Il s'agit de la 8^{ème} autorisation du gouvernement en faveur d'un retrait auprès des fonds de pension privés (AFP), pouvant atteindre jusqu'à 2,5% du PIB. Selon les parlementaires, la majorité des affiliés des AFP parvenus à l'âge de la retraite ont préféré retirer 95,5 % de leurs fonds étant donné que le capital accumulé se serait avéré insuffisant pour percevoir une pension décente. Ainsi en 2020, face à la chute de

revenus des ménages (crise sanitaire) le gouvernement a autorisé pour la 1^{ère} fois le retrait partiel des fonds pour tous les affiliés. Cette mesure laisserait cependant près de 10 millions de personnes [sans la possibilité de bénéficier d'une pension de retraite à l'avenir](#), car leurs comptes tomberaient à zéro, selon le ministre des finances.

⁴ Selon le ministère des mines et d'énergie, le portefeuille de [projets miniers](#) au Pérou comprend 67 projets (greenfield) totalisant 64 Md\$ répartis dans plus de 17 départements. Le cuivre représente 71 % (plus de 46 Md\$).

⁵ Source : [BCRP](#) (selon les enquêtes menées en novembre 2025).



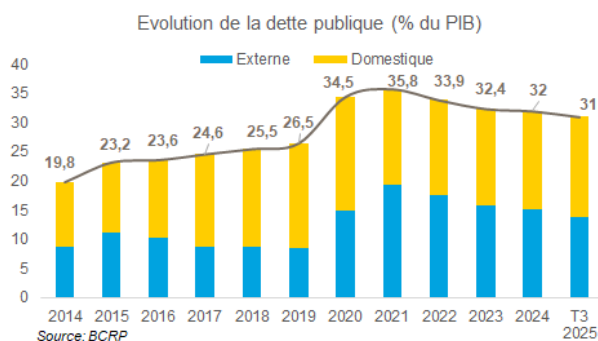
hausse des prix des matières premières (or et cuivre en particulier), ainsi qu'aux recettes exceptionnelles (régularisations liées à l'impôt sur les revenus).

En octobre, le déficit budgétaire cumulé sur 12 mois s'élève à -2,3 % du PIB, soit encore au-dessus de l'objectif budgétaire fixé à -2,2% du PIB pour 2025.

Des efforts de consolidation, ainsi que la mise en place des réformes structurelles visant notamment à élargir l'assiette fiscale semblent nécessaires pour pouvoir continuer à soutenir des dépenses (sociales en particulier), sans creuser le déficit.

Selon les prévisions du FMI, **le déficit devrait encore diminuer en 2026, prévu à -2,2% du PIB.** A noter toutefois que la poursuite des perturbations opérationnelles et logistiques rencontrées par la compagnie pétrolière nationale, [Petroperu](#), pourrait nécessiter un nouveau soutien financier de l'Etat (1,6 Md\$ en 2024, soit 0,6 % du PIB) pouvant affecter l'évolution prévu du déficit.

- **Vers une baisse du ratio d'endettement**



Post-crise sanitaire, le ratio dette/PIB a diminué et atteint 31% du PIB au T3 2025, selon la Banque centrale, à la faveur d'une croissance dynamique. Elle serait stable autour de 32% du PIB en 2025-2026 selon les prévisions du FMI. **La structure de la dette demeure favorable à fin 2024** : 84,9% de la dette publique est contractée à taux fixe et sa maturité moyenne est de 12,1 ans (11,8 ans en 2023).

La part externe s'élève 44,8% de la dette publique totale au T3 2025 mais pourrait augmenter compte tenu de la contraction du marché domestique consécutive aux divers retraits auprès des fonds de pension (environ 10% du PIB, cf. Partie 1).

Le Pérou dispose cependant d'un accès encore aisé aux différentes sources de financement favorisé par son rating souverain auprès des agences de notation (Investment grade).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Vers un nouveau surplus courant en 2025**

Les exportations péruviennes sont majoritairement constituées de métaux (cuivre et or en particulier) mais aussi d'hydrocarbures, de produits agricoles et de la

pêche. **Le secteur extractif représente près de 60% des exportations totales du pays.**

Le pays est très dépendant des cours des matières premières et de la demande chinoise (1^{er} client du pays), mais aussi américaine (2^{ème}). Les besoins d'importations (biens d'équipements) sont surtout liés à la réalisation de projets dans le secteur extractif.

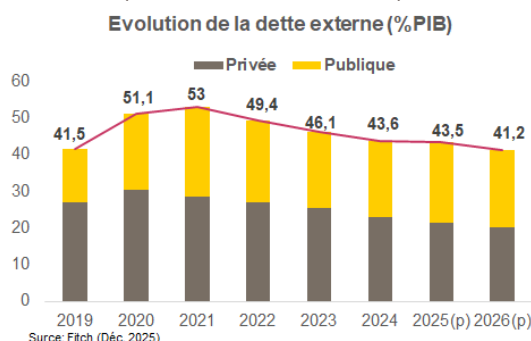
En 2025, le solde courant est prévu excédentaire +1,8% du PIB en 2025 (après +2,2% du PIB en 2024), **soutenu par le surplus de la balance commerciale.** Celle-ci bénéficie de la hausse de la demande et des prix soutenus des métaux (cuivre, or, zinc en particulier), malgré les droits de douane américains de 10 % et de 50%, sur les produits semi-finis en cuivre et les dérivés à forte intensité de cuivre, appliqués au pays.

A noter toutefois que **la menace américaine d'imposer des droits de douane sur tous les produits arrivant aux États-Unis via le port de Chancay**⁶, détenu majoritairement par le chinois COSCO Shipping, **est source d'inquiétude pour les recettes du pays.**

En 2026, le solde courant resterait excédentaire à +1,2% du PIB, selon les prévisions du FMI.

- **Un risque d'insolvabilité externe faible**

La dette externe péruvienne reste modérée prévue à 43,5% du PIB en 2025 (après 43,6% du PIB en 2024). Bien qu'en diminution de près de 10 points depuis 2021, elle demeure un peu au-dessus de son niveau d'avant crise sanitaire (41,1% du PIB en 2019).



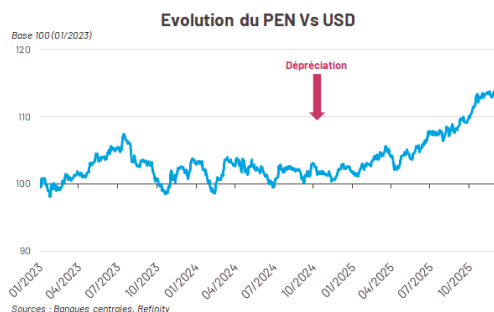
La part publique (souverain) atteint 48% de la dette externe en 2024. **Le risque d'insolvabilité externe du pays est assez faible**, notamment grâce à d'importantes réserves en devises, estimées autour de 27,5% du PIB, soit 10 mois d'importations. Elles couvrent ainsi la totalité de la part publique de la dette externe du pays et représentent plus de 6 fois le service de la dette externe (13,5 Md en 2025).

- **Appréciation du sol face au dollar**

Le sol péruvien s'est apprécié de 11,3 % depuis le début de l'année par rapport au USD, favorisé par l'excédent de la balance courante, ainsi que l'affaiblissement du dollar à l'échelle mondiale, malgré les faibles écarts de taux d'intérêt avec les taux de la banque centrale américaine (FED).

⁶ Inauguré en novembre 2024 lors de la visite du président chinois Xi Jinping au Pérou, [le port de Chancay](#) a été dessiné pour accueillir les plus gros porte-conteneurs au monde, capables de transporter jusqu'à 24.000 conteneurs. Au début de l'exploitation

de l'infrastructure, un million de conteneurs par an devraient y transiter.



L'incertitude politique (Cf. Partie 4) **pourrait générer de la volatilité à l'approche des élections générales d'avril 2026**. A noter toutefois que **la banque centrale dispose de réserves en devises considérables** qui placent le Pérou en position favorable pour résister aux chocs externes et intervenir sur le marché du change.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Un contexte politique toujours difficile**

La situation politique au Pérou est marquée par le manque de consensus entre l'exécutif et le parlement monocaméral, engendrant des destitutions ou démissions régulières des présidents depuis 2016.

En octobre 2025, la présidente Dina Boluarte a ainsi été **destituée** de son poste après avoir succédé à Petro Castillo (élu en 2021), destitué également en décembre 2022 (après une tentative de coup d'Etat). La motion de destitution a été adoptée à l'unanimité par les 122 voix au Congrès. La cote de popularité de Dina Boluarte était tombée à un niveau très bas, en raison de la hausse récente de la criminalité dans ce pays. En l'absence de vice-président, **le président du congrès José Jerí a accédé à la présidence et a décrété l'état d'urgence dans la capitale** (Lima) dans une tentative d'endiguer la vague de violences.

Des élections présidentielles et législatives sont prévues en avril 2026 et marqueront le retour d'un système bicaméral⁷, censé apporter une plus grande stabilité à la vie politique péruvienne. En pratique, il s'agira d'instaurer un Sénat composé de 60 membres élus pour un mandat de cinq ans. Le Sénat exercera ainsi une influence plus importante que la Chambre des représentants, qui ne pourra pas amender les modifications apportées par le celui-ci aux projets de loi.

Sur le plan social, **le pays a enregistré une baisse du taux de pauvreté en 2024** (27,6% après 29%), qui **reste toutefois supérieur à 2019** (20,2%), soulignant une reprise post-crise sanitaire encore incomplète.

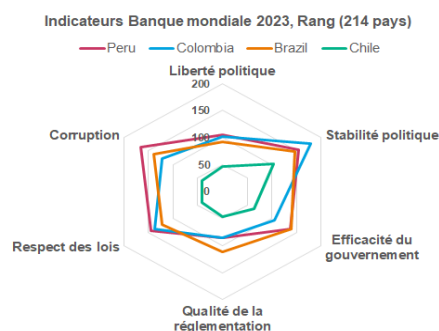
- **Les troubles sociaux fréquents pénalisent le climat des affaires**

Le climat des affaires bénéficie d'un environnement macroéconomique plutôt stable et un commerce sécurisé par de multiples accords de libre-échange. **L'insuffisance d'infrastructures et un cadre juridique**

et réglementaire parfois défaillant pénalisent en revanche les décisions d'investissement.

Les troubles sociaux restent par ailleurs fréquents, notamment autour des grandes mines du pays. La population locale, dont les terres ont parfois été expropriées avec une promesse de meilleures conditions de vie, ne semble pas toujours profiter de la richesse créée par l'activité minière. Le **mécontentement général** vis-à-vis de la classe politique est souvent générateur de troubles pour l'activité en zone urbaine (blocage des routes, fermeture des commerces...).

En matière de gouvernance, le pays est globalement moins bien classé que ses voisins (Colombie, Chili ou Brésil), notamment en matière de perception de la corruption.

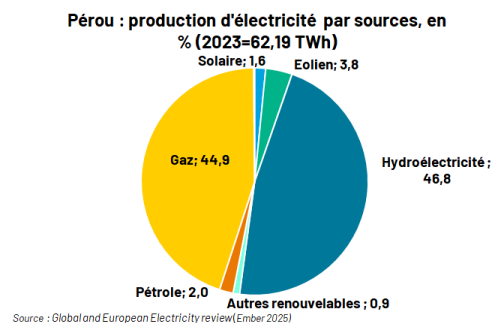


5. POLITIQUE CLIMAT

Le Pérou est un pays riche en biodiversité grâce à ses écosystèmes côtiers marins, les hautes terres andines et l'Amazonie. Cette richesse est cependant menacée par le réchauffement climatique qui pourrait par ailleurs affecter les moyens de subsistance de la population rurale autochtone.

Le Pérou est signataire des Accords de Paris et prévoit de réduire de 30% ses émissions de GES à horizon 2030 (par rapport à un scénario tendanciel où les émissions devraient s'élever à 298,3 MtCO₂eq.), dont 10% sous réserve d'un financement international.

En 2023, près de **57% de la production électrique du pays est en provenance de sources renouvelables** (Cf. graphique ci-dessous). Le pays compte **augmenter la part du renouvelable** dans son mix énergétique à 80% à horizon 2050.



⁷ Abolition de ce système en 1993 par le président Alberto Fujimori.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.